



**Présentation de la
Conférence des associations de la défense
devant le Groupe consultatif indépendant
sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan**

le 28 novembre 2007

INTRODUCTION

Les occasions qu'ont eues les membres de la Conférence des associations de la défense (CAD) de s'entretenir, au cours des dernières années, avec des membres des Forces canadiennes (FC) à tous les niveaux, du simple soldat au général quatre étoiles, et la visite en Afghanistan effectuée fin octobre et début novembre 2006 par des membres de l'exécutif de la CAD, nous ont permis d'avoir sur la guerre en Afghanistan un point de vue privilégié que nous aimerions partager avec vous.

En dépit du fait qu'il ne soit pas unique, ce point de vue nous permet de dire sans aucune réserve que les militaires canadiens, hommes et femmes, de la Force régulière ou de réserve, qui servent en Afghanistan croient en leur mission ; croient qu'ils font une différence ; croient qu'on accompli des progrès ; croient en leurs chefs ; croient en la qualité de leur équipement ; et croient qu'ils ont été bien préparés pour leur mission. Tout comme beaucoup d'autres Canadiens, ils comprennent :

- que les FC, de concert avec le MAÉCI, l'ACDI, la GRC et d'autres, participent à la reconstruction d'un vieil État déchu qui est lentement parvenu à un statut d'État « fragile » ;
- qu'il n'y a pas de « solution miracle » pour la reconstruction d'un État fragile ;
- que l'Équipe provinciale de reconstruction (ÉPR) canadienne à Kandahar et l'assistance critique dispensée par l'Équipe d'assistance stratégique (ÉAS) font partie de la contribution canadienne, comme l'est le programme d'entraînement de l'Armée nationale de l'Afghanistan et la Police nationale de l'Afghanistan ;
- que la situation est bien meilleure qu'elle ne l'était il y a six ans sous les Talibans, et meilleure encore depuis un an et demi quand le groupement tactique canadien est arrivé à Kandahar ;
- que nous et la FIAS ne sommes pas en Afghanistan comme envahisseurs, mais plutôt à la demande du gouvernement élu de l'Afghanistan et en vertu d'un mandat des Nations Unies ;
- que la majorité des Afghans veut que nous soyons là (des sondages récents de la BBC et de la Asia Foundation indiquent que 80 % des citoyens appuient la présence des soldats de la coalition en Afghanistan) et désirent que le développement économique et social qui se produit dans plusieurs des régions s'étende à l'ensemble du pays ;
- que la population de l'Afghanistan a peur de ce qui pourrait leur arriver si notre recherche d'une stratégie de sortie hâtive met l'accent sur la « sortie » plutôt que sur la « stratégie » et nous mène vers l'abandon sans pitié d'un « État fragile mais en croissance », encore trop faible pour affronter ses oppresseurs ;
- que le peuple afghan craint le retour des Talibans, des drogues et le terrorisme ;
- que le peuple afghan croit, comme le croit la CAD, que le Canada doit rester engagé avec la FIAS et dans la province de Kandahar jusqu'à ce que la mission de la FIAS et la part considérable qu'y tient le Canada ait



La Conférence des associations de la défense

Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007

été déclarée efficace et réussie ;

- que, si nous nous retirons avant que la mission ait été déclarée efficace et réussie, tout ce qui aura été fait sera mis à risque.

LA CENTRALITÉ DE LA VILLE ET DE LA PROVINCE DE KANDAHAR

Chez les militaires, un « terrain vital » est un terrain qui a une telle importance stratégique et tactique que le fait de le gagner ou de le perdre peut influencer le résultat d'une bataille ou d'une campagne.

La ville de Kandahar est située à un carrefour qui domine le sud-ouest et l'ouest de l'Afghanistan. Sur le corridor principal qui s'étend vers le sud-est à travers Spin Boldak et qui traverse la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, elle se trouve sur ce qui est un exemple parfait de « terrain vital » stratégique.

En temps de paix, le corridor sert de route de transport critique vers Quetta où il est possible d'avoir accès aux voies ferroviaires vers Karachi et la mer. Dans le présent conflit, le corridor agit comme une route essentielle à l'approvisionnement des bases d'entraînement et de logistique antigouvernementales situées dans Quetta et ses alentours. Qui contrôle Kandahar contrôle ce corridor critique.

Kandahar se trouve également sur le principal corridor de transport de l'axe est-ouest entre Kabul et Herat, à la frontière de l'Afghanistan et de l'Iran. Quiconque contrôle Kandahar peut influencer les événements et exercer un contrôle dans la province de Helmand (où les forces du Royaume-Uni ont été constamment en lutte contre les Talibans), et aussi contrôler l'accès à la province de l'Uruzgan située au nord (où opèrent les forces néerlandaises et australiennes). Enfin, qui contrôle la province de Helmand contrôle aussi l'accès à Herat et à l'Iran.

Cela, les Talibans le savent autant que nous, étant donné que leur plan de campagne initial, qui leur a donné la victoire

et a permis l'établissement de leur régime en 1994/6, demandait une montée du corridor Quetta/Kandahar, l'encercllement et la capture de Kandahar, et une avancée vers Kabul en suivant cette longue et large vallée.

La capture de Kandahar, un événement de grande importance psychologique pour les Talibans (plusieurs de leurs leaders viennent de la région et la capture de la ville a été la première grande victoire de leur campagne précédente) servirait de présage hautement significatif du succès de leur campagne.

Il n'est donc pas surprenant que, en 2006, leur plan de campagne pour la recapture de l'Afghanistan et le renversement de son gouvernement légitime et démocratiquement élu, ait été basé sur leur plan de campagne antérieur. Mais à leur grande consternation, ils se sont trouvés face aux Canadiens qui venaient d'arriver et, dans une série de batailles délibérées livrées dans la ville de Kandahar et aux alentours, ils ont été défaits.

En 2007, leur plan de campagne a abandonné le concept de batailles délibérées conventionnelles contre les Canadiens et il s'est tourné vers l'usage des infâmes engins explosifs improvisés (EEI) dont l'usage à tort et à travers a causé énormément de souffrances et de pertes de vie parmi la population civile de Kandahar sans aboutir à un succès militaires plus important.

Les Talibans peuvent cependant prétendre à quelques succès. Ils ont pu saper l'appui du public au Canada et dans d'autres pays de la FIAS, dont un des résultats a été une proposition prônant le retrait des forces canadiennes du sud de l'Afghanistan. Cette possibilité pose un dilemme stratégique critique à la FIAS, étant donné que personne n'est actuellement prêt à remplacer les Canadiens à Kandahar et que, pour le moment et pour un certain temps à venir, l'Armée nationale de l'Afghanistan (ANA) ne possède pas, à elle seule, la capacité nécessaire à la défense de Kandahar.



La Conférence des associations de la défense

Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007

LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT DE LA FIAS POUR L'ARMÉE NATIONALE AFGHANE

Créer une armée qui soit opérationnellement efficace n'est pas une mince affaire. Voici, en bref, la stratégie canadienne visant à créer une ANA efficace, et les obstacles qui s'opposent à sa création.

Ab initio, l'acquisition d'un équipement moderne; le développement de leaders; et la fusion d'éléments disparates dans une unité de la taille d'un bataillon capable de fonctionner comme entité. Cette première étape requiert la mise sur pied d'un système d'entraînement individuel d'une durée totale de 16 semaines qui se déroule au Centre d'entraînement militaire de Kabul où les soldats subissent six semaines d'entraînement militaire de base; sept semaines d'entraînement dans leur métier militaire particulier (l'infanterie, par exemple); et deux semaines d'entraînement collectif pendant lequel les stagiaires sont mutés en région à un bataillon de 600 hommes appelés « Kandaks ». Là, ils s'entraînent avec des éléments d'appui au combat et de soutien des blindés, de l'artillerie, des ingénieurs de combat, des communicateurs, de la logistique et de la maintenance, afin d'apprendre les subtilités des « opérations combinées » ;

L'étape suivante consiste à développer la capacité de ces bataillons à mener des opérations dites « conjointes », c'est-à-dire avec un appui aérien rapproché et des hélicoptères (qui servent au transport aérien sur le champ de bataille ainsi qu'au soutien logistique). Cet entraînement se fait au moyen d'exercices à grande échelle « sur le terrain ».

Un certain nombre de Canadiens ont été affectés au Centre d'entraînement de Kabul afin d'y servir de « mentors » aux leaders et aux entraîneurs Afghans de l'ANA. Le travail du Groupe de combat canadien a donc évolué. Il est passé d'un rôle consacré exclusivement à la conduite d'opérations contre les Talibans à un rôle de mentorat auprès des Kandaks de l'ANA et de ses leaders afin de leur apprendre à mener des

opérations de stabilité de la taille d'un peloton au sein d'un groupe de compagnie canadien « sous le commandement » du Groupe de combat canadien.

La combinaison du mentorat et de l'expérience acquise par les soldats afghans au niveau du peloton aura pour résultat une ANA capable d'assumer des activités plus étendues aux niveaux des groupes de compagnies et de bataillon et d'éventuellement « prendre la direction » de telles opérations.

À mesure que la capacité de l'ANA continuera d'augmenter, l'orientation du mentorat se déplacera vers le développement des éléments de communication, logistique et maintenance de « l'équipe interarmes ».

ÉVALUER L'ÉTAT DE PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE DE L'ARMÉE NATIONALE AFGHANE

En novembre 2007, l'Armée canadienne constatait que l'ANA avait fait des progrès considérables. La brigade de l'ANA à Kandahar comporte actuellement un bataillon capable de « mener les opérations » au niveau infanterie légère de groupe-compagnie auquel les Canadiens fournissent le soutien artillerie, blindés et défense antiaérienne rapprochée ainsi qu'un certain niveau de soutien en matière de logistique, de communication et de maintenance.

Un deuxième bataillon Kandak est sur le point d'être initié au processus de mentorat des opérations sur le terrain.

Le développement de l'ANA en une force opérationnelle capable de combattre dans la province de Kandahar est devenu réalité. De plus, l'ajout d'un plus grand nombre de « bottes sur le terrain » (brigade de l'ANA en développement à Kandahar) a permis une expansion des opérations de sécurité dans la province et une réduction de l'espace contrôlé par les Talibans.

Il est raisonnable de croire que les bataillons d'infanterie légère et le bataillon logistique de la Brigade de l'ANA à Kandahar



La Conférence des associations de la défense

Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007

seront prêts à mener des opérations, indépendamment et sous leur propre commandement, en 2009.

En revanche, les stocks d'équipement de l'ANA, dont une forte proportion est composée de matériels désuets de l'ère soviétique et de systèmes disparates d'armes et de munitions, nous portent à croire qu'un cauchemar logistique et d'entretien nous guète.

Nous sommes donc mal à l'aise concernant le niveau d'appui-feu dans la brigade Kandak, et extrêmement mal à l'aise en ce qui a trait à la capacité du gouvernement central de réapprovisionner les forces de l'ANA à Kandahar et, par conséquent, de soutenir leurs opérations.

La création d'une ANA capable et efficace ne dépend pas seulement des membres de l'ANA et des compétences transmises par le programme canadien de mentorat. Elle dépend aussi de la capacité du gouvernement national de l'Afghanistan à financer l'entraînement, le développement et les coûts opérationnels récurrents, ainsi que les coûts associés au développement et au soutien d'un programme cohérent d'acquisitions d'équipement.

LE DILEMME DU FINANCEMENT DE L'ARMÉE NATIONALE AFGHANE

Le budget de la sécurité pour l'Afghanistan est particulièrement difficile à comprendre. Cette difficulté provient, en partie, du fait qu'il y a réellement deux différents budgets de sécurité; celui qui passe par les canaux du Trésor du gouvernement afghan (qu'on nommera le budget « de base »), et celui qui est payé directement aux organismes de sécurité par les donateurs internationaux (parfois appelé « budget externe »).

Le rapport de la Banque mondiale de décembre 2005, intitulé *Afghanistan: Managing Public Finances for Development—Vol. Five: Improving Public Financial Management in the Security Sector*, estimait que 92 % de toutes les dépenses du secteur public pour les années

financières 2003/4 et 2004/5 de l'Afghanistan furent financées par la communauté internationale de donateurs.

Le rapport affirmait que plus de 74 % des dépenses totales du secteur public étaient faites directement par les donateurs internationaux et par leurs entités associées ; seulement 18 % étaient le résultat de contributions des donateurs au « budget de base » tandis que un peu plus (78 %) de toutes les dépenses budgétaires pour le secteur de la sécurité de l'Afghanistan passait par le « budget externe ».

La Banque mondiale a également estimé que, dans les années financières 2003/4 et 2004/5, l'ANA a été responsable d'environ 60 % des dépenses du secteur de la sécurité : la Police nationale afghane et l'activité policière, de 28 %, la Justice de 3 % ; l'Action contre les mines, de 6 % ; et les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de 3 %.

La Banque mondiale ajoutait: « Que ce soit en termes absolus (une somme estimée à 1,3 milliard de \$ en 2004/5, sans compter la plupart des dépenses antidrogues, ou qu'on l'exprime comme partie du PIB (23 %)), l'envergure du secteur de la sécurité est déconcertante. »

Pour placer cette constatation dans un contexte plus large, nous nous tournons vers le rapport par pays 7/252 (juillet 2007) du Fond monétaire international où nous trouvons que le total des dépenses du budget « de base » au cours de l'année financière 2004/5 s'élevait à 13,9 % du PIB, et que, de ce montant, seulement 4,5 % du PIB ont été générés par les impôts et autres bases de revenus du gouvernement afghan lui-même.

Les taux de croissance annuelle du PIB de l'Afghanistan ont été impressionnants, à l'instar des taux de croissance économique phénoménaux de 8 à 14 % de la République populaire de Chine exprimés en pourcentage annuel. De plus, les revenus du gouvernement afghan en tant que pourcentage du PIB ont augmenté aussi rapidement et on s'attend à ce qu'ils



La Conférence des associations de la défense

Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007La

atteignent 8,4 % du PIB dans l'année financière 2009/10 et que les dépenses totales du gouvernement atteignent 21 % du PIB la même année.

Quoi qu'il en soit, le fait demeure que les dépenses totales du secteur de la sécurité, à 23 % du PIB en 2004/5, dépassent la capacité du budget « de base » que peut supporter l'Afghanistan et sont tout à fait au-delà de la capacité que peut supporter la base de revenu du gouvernement de l'Afghanistan lui-même.

Par contraste, le rapport du Bureau des Nations Unies sur les drogues et le crime, le *Afghan Opium Survey* pour 2007, nous permet de constater la taille de la narco-économie qui offre un soutien financier critique aux forces des Talibans. Ce rapport conclut que la valeur de la récolte d'opium est maintenant égale à plus de la moitié (53 %) de l'économie de l'Afghanistan et a une valeur d'exportation de 4 milliards de \$. « Environ le quart de ce montant (1 milliard de \$) est gagné par les cultivateurs de l'opium. Les fonctionnaires du District prennent un pourcentage par le biais d'un impôt sur les récoltes (connu sous le nom de « ushr »). Les insurgés et les chefs de guerre contrôlent le business de la production et de la distribution des drogues. Le reste va aux mains des trafiquants de drogues. »

La « corrélation des forces » (pour utiliser ce vieux terme soviétique encore utile), en termes financiers, est pressentie et nous amène à la conclusion que, si les Forces canadiennes sont retirées de Kandahar et pas remplacées par d'autres forces de la FIAS, la faiblesse financière du gouvernement national de l'Afghanistan ne lui permettra pas de soutenir les dépenses opérationnelles récurrentes de la brigade de l'ANA à Kandahar, et encore moins son expansion et son rééquipement.

Le résultat pourrait bien être la perte, aux mains des Talibans, du « terrain vital » qu'est la province de Kandahar, ce qui pourrait mener à la perte conséquente des provinces Uruzgan et Helmand, à l'échec ultime de l'*Afghanistan Compact* et à la

victoire des Talibans.

L'« AFGHANISTAN COMPACT »

Le Canada a pleinement soutenu les « repères et échéanciers » que le gouvernement de l'Afghanistan et la communauté internationale ont établis dans l'*Afghanistan Compact*, en janvier 2006. Le *Compact* prévoit un ensemble très détaillé de 43 repères organisés selon les trois piliers de :

- la sécurité ;
- la gouvernance, la règle de droit et les droits de la personne ; et
- le développement économique et social.

En mai 2007, le *Coordination and Monitoring Board* (JCMB), dans son premier rapport annuel sur la mise en oeuvre du *Afghanistan Compact*, rapportait que « Ce premier rapport annuel du JCMB témoigne à la fois de ce qu'a réussi à accomplir ce partenariat et de ce qu'il reste à faire. » Le rapport notait que « Parmi les repères à long terme :

- on estime que le nombre brut des inscriptions dans les écoles a augmenté de 12 %, pour atteindre 5,4 millions d'élèves, dont 35 % sont des filles ;
- 82 % des Afghans ont maintenant accès à l'ensemble de base des services de santé ;
- un total de 6 121 Conseils de développement communautaire ont été mis sur pied au cours des 12 derniers mois ;
- 84 % du réseau de routes périphériques (2 818 km) est ouvert, dont 59 % sont pavés (1 983 km) ;
- Le programme d'action anti-mines (*Mine Action Programme for Afghanistan* (MAPA)) a déminé 132 080 792 kilomètres carrés de terres depuis mars 2006 (Hamal 1385) ;



La Conférence des associations de la défense

Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007

- la commission afghane indépendante des droits de la personne (*Afghanistan Independent Human Rights Commission* (AIHRC)) a mené plus de 700 activités d'éducation et de sensibilisation du public qui se sont adressées à plus de 23 000 personnes, dont 7 000 femmes ;
- un centre national d'urgence fonctionne présentement et un plan national de gestion des catastrophes est en voie de préparation ; et
- les revenus intérieurs étaient optimistes et ils ont excédé les revenus visés. »

LES CRITÈRES D'EFFICACITÉ DE LA MISSION DE LA FIAS

Autrement dit, la CAD croit que la mission de la FIAS et la part considérable qu'y joue le Canada sera considérée avoir été efficace et réussie si et quand :

- la campagne de terreur que livrent présentement les Talibans et leur alliés extrémistes aura abouti à un échec ;
- la sécurité sera restaurée au point où les Afghans ordinaires jouiront d'une liberté personnelle et auront cessé d'avoir peur ;
- l'armée et la police afghanes pourront assurer la sécurité ;
- l'économie de marché du pays deviendra florissante ;
- le contrôle du gouvernement central afghan s'étendra à tout le pays ;
- les droits de la personne seront respectés ;
- un programme significatif de développement de l'infrastructure sera en route ; et
- les éléments d'un système démocratique de gouvernement « fait en Afghanistan » s'étendra à toutes les parties du pays.

Il est évident que l'atteinte des conditions qui précèdent est une entreprise

phénoménalement complexe et difficile. Néanmoins, la CAD croit que l'absence de l'un ou l'autre des critères ci-dessus jetterait un doute sur l'idée que la mission de la FIAS aurait été réussie. Nous croyons aussi que la FIAS doit donner à sa mission un « visage afghan, et une cadence afghane ».

ÉVALUER LE SUCCÈS DE L'OPÉRATION DE LA FIAS

Plusieurs sont convaincus qu'une « solution militaire » n'est pas possible en Afghanistan. Plus nombreux sont ceux qui croient que « sans la sécurité offerte par les militaires, il ne peut y avoir aucun développement ».

Qu'on prenne à témoin le fait que le déploiement de la FIAS a substantiellement agrandi l'aire dans laquelle les citoyens afghans peuvent se sentir en sécurité ; une aire dans laquelle le développement, comme noté dans le rapport JCMB cité plus haut, a pu se produire.

Dans son *2007 Winter Survey* (la publication annuelle *Afghanistan Opium Winter Rapid Assessment Survey*), qui consiste en interviews structurées auprès de notables de 508 villages choisis dans 236 districts à travers toutes les provinces, le très respecté Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en dit long sur l'opinion « à la base », c'est-à-dire au niveau des villages.

Publié le 5 mars 2007, le *Survey* rapporte que la situation de la sécurité en Afghanistan a été cotée par « la base » comme Très bonne (12) ou Bonne (11) dans 23 provinces ; et comme Très mauvaise (1) ou Mauvaise (7) dans huit provinces (toutes dans la région du sud). À la fin de 2006, donc, 75 % des provinces de l'Afghanistan se sentaient en sécurité.

Le défi, pour la FIAS, c'est d'étendre ce sentiment de sécurité aux huit provinces du sud.

Le *Survey* de l'ONUDC a demandé si les activités d'assistance externes atteignaient « la base ». En faisant la démonstration que, avec la sécurité vient le développement, les



La Conférence des associations de la défense Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007

notables des villages ont rapporté que 451 (89 %) des 508 villages étudiés avaient reçu de l'aide extérieure dans 828 activités comme suit :

- 54 % par le gouvernement de l'Afghanistan ;
- 24 % par des organismes des Nations Unies ;
- 17 % par les ONG ;
- 4 % par USAID ; et
- 1 % par d'autres organismes.

L'aide a été fournie pour les activités suivantes :

- médicales (50,2 %) ;
- infrastructure (20,4 %) ;
- agricoles (13,5 %) ;
- éducatives (11,1 %) ;
- emploi (3,9 %) ; et
- autres (0,3 %).

Si nous passons de la microperpective de la « base » (fournie par l'ONU DC) vers une macroperspective, nous pouvons relever les taux de croissance économique du PIB, de l'investissement et des exportations au cours des cinq dernières années qui sont citées dans le rapport du Fonds monétaire international publié en juillet 2007, tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous.

Année	Taux de croissance du PIB	Investissement intérieur brut, en % du PIB	Taux de croissance des exportations de biens
2002/3	28,6 %	28,3 %	-
2003/4	15,7 %	35,7 %	36,1 %
2004/5	8,0 %	44,0 %	21,6 %
2005/6	14,0 %	38,9 %	22,2 %
2006/7	7,5 %	44,1 %	15,7 %
2007/8e	13,0 %	39,8 %	18,3 %

Le rapport du FMI déclare que « Malgré l'environnement de sécurité difficile, la performance de l'Afghanistan pendant 2006/07 s'est conformée généralement aux objectifs du programme appuyé par l'arrangement *PRFG (Poverty Reduction and Growth Facility)*. Tous les critères de performance quantitatifs et les cibles indicatives jusqu'à mars 2007, et les repères structureaux pour le second examen, ont été observés, sauf pour le repère ayant trait à la préparation d'un plan de dessaisissement pour les entreprises appartenant à l'État et les organismes du gouvernement qui sont engagés dans des activités commerciales. »

Pour finir, si nous nous tournons vers le sondage le plus récent (17-24 sept. 2007) effectué en Afghanistan par la société canadienne de sondages *Environics* et son partenaire, le *Afghan Centre for Social and Opinion Research*, de Kabul, nous découvrons que, à Kandahar :

- 57 % des personnes interrogées ont dit que la présence locale de pays étrangers était une bonne chose ;
- 58 % ont dit que les pays étrangers faisaient un bon travail pour combattre les Talibans ;
- 63 % ont dit que les pays étrangers faisaient un bon travail dans la reconstruction ;
- 61 % ont dit que les pays étrangers faisaient une bonne chose en entraînant l'armée et la police ;
- 87 % étaient au courant de la présence de Canadiens à Kandahar ;
- 60 % étaient « moyennement » ou « très » positifs concernant le travail que les Canadiens faisaient à Kandahar « parce qu'ils voient les Canadiens établir la sécurité et contribuer à la reconstruction de cliniques et d'écoles ».
- 80 % voyaient « un peu » ou « beaucoup » de progrès accomplis dans l'entraînement de l'armée et de la police ;
- 74 % voyaient « un peu » ou



La Conférence des associations de la défense

Témoignage de la CAD devant les comités 3-2007

« beaucoup » de progrès dans la reconstruction et le développement à Kandahar ;

- 45 % croyaient que, au bout du compte, le gouvernement afghan, avec l'aide étrangère, finira par triompher des Talibans ;
- mais 16 % croyaient que les Talibans auront le dessus une fois que les troupes étrangères auront quitté ;
- 35 % souhaitaient que les troupes étrangères restent de 1 à 5 ans ; mais
- 31 % voulaient que les troupes étrangères restent « aussi longtemps qu'il faudra pour défaire les Talibans et réinstaurer l'ordre. »

Bien qu'il reste encore beaucoup à faire avant que nous puissions considérer que la tâche de reconstruction de l'Afghanistan soit complétée, nous pouvons être fiers du fait que des progrès très importants ont été accomplis et sont en train de se faire comme résultat de la présence des Canadiens à Kandahar.

CONCLUSIONS

Nous concluons donc, dans les termes les plus forts possibles, qu'il est très fortement de l'intérêt de la sécurité nationale de l'Afghanistan d'aider ce pays à empêcher les Talibans de reprendre le contrôle de Kandahar.

Un retrait prématuré du Canada pourrait concéder une grande victoire à ces ennemis de l'Afghanistan, parce que Kandahar est un « terrain vital » dans tous les sens – militaire, politique et psychologique, et sa perte pourrait saper tout ce que nous et nos alliés avons réussi à faire jusqu'à maintenant, et faire en sorte que tous les sacrifices du Canada auraient été en vain. Nous devons aussi nous rappeler que l'énoncé d'une « stratégie de sortie » serait très dangereux, en ceci que ce serait d'offrir aux Talibans l'option stratégique de simplement attendre que nous partions.

Nous voulons souligner l'importance de soutenir l'OTAN de façon à éviter un

désastreux éclatement de l'alliance concernant l'Afghanistan. Nous avons toujours maintenu que l'OTAN était un pilier vital de la politique étrangère du Canada, depuis le rôle que nous avons joué comme membre fondateur de l'alliance, jusqu'à présent. De plus, nous devons nous rappeler qu'il s'agit d'une mission mandatée par les Nations Unies et que l'échec de cette mission pourrait gravement affecter la crédibilité de cette institution.

Pour ce qui est de la contribution du Canada dans la province de Kandahar, la CAD reconnaît qu'elle devra se transformer dans sa forme et dans sa nature, en grande partie comme résultat de l'augmentation dans la capacité de la brigade de l'ANA de Kandahar de mener des opérations de sécurité, et comme résultat de l'amélioration rendue possible par le travail des équipes opérationnelles de mentorat et de liaison.

Nous croyons que cette relation de mentorat en est une qui ne peut se construire qu'au fil du temps, à mesure que les deux parties apprennent à se faire mutuellement confiance. Cette connaissance et cette confiance sont maintenant établies. Elles ne doivent pas être brisées.

La Conférence des associations de la défense est donc d'avis que le Canada doit demeurer dans la province de Kandahar au-delà de 2009.

La Conférence des associations de la défense
359 Kent St., Suite 502
Ottawa, Ontario, Canada
K2P 0R7
Téléphone : (613) 236-1252
Facsimilé: 613) 236-8191
E-mail : cda@cda-cdai.ca

Il est permis de reproduire librement les Commentaires de la CAD dans leur intégralité, à des fins de recherche universitaire ou pédagogiques, ou pour des raisons journalistiques, à condition de mentionner les droits de l'auteur et le nom de l'Institut.